

Summary of the latest news from Morocco, concretely from Oujda, in the east, on thursday 28 december, written by Lucile Dumas:

**1. The authorities started to get into contact with human rights organisations** in order to announce that they want to sort the "good" from the "bad" migrants, which means, identify the asylum seekers and refugees and separate them from the so-called "economic" migrants. This is commented critically in the mail - I do not translate the details.

**2. The associations present in Oujda** who try to support the migrants on the university campus send an emergency call: they do not have enough money to give them food and blankets, they need more people to distribute these things, and more and more migrants become sick because of the cold (they are still staying outside day and night), because of not enough food and the state of fear they are living in.

**3. We are still without news** about many deported people. (...)

Let us go on with protests and mobilisations for the return of all migrants. Every person has the right to be treated with dignity and humanity.

**My question to Lucile: If you need money, how can people send it and to whom?**

**Ma question à Lucile: Si vous avez besoin de l'argent, comment et à qui est-qu'on peut l'envoyer?**

Conni

----- Original Message -----

**From:** [Luc DAU](#)

**Sent:** Thursday, December 28, 2006 2:10 PM

**Subject:** [Manifeste-euroafricain] Dernières nouvelles d'Oujda

Dernières nouvelles en provenance d'Oujda, à l'est du Maroc, ce jeudi 28 décembre à midi :

**1- Les autorités ont pris contact avec des organisations de droits humains** pour leur annoncer leur intention de procéder au tri des "bons" et "mauvais" migrants, en clair, identifier les demandeurs d'asile et les réfugiés et les séparer des autres migrants dits "économiques".

Cette annonce appelle plusieurs commentaires :

- c'est l'aveu que ce tri n'a pas été fait au moment des expulsions et que la police a embarqué indistinctement, au simple vu du faciès, des personnes provenant du sud du Sahara

- on peut avoir l'espoir que cette mesure permette aux demandeurs d'asile et aux réfugiés de regagner leur ville marocaine d'origine mais aucune indication en ce sens n'a filtré.

- il faut rappeler que cela ne pourrait en aucune mesure justifier une expulsion indiscriminée des autres migrants: d'abord parce qu'ils ont droit à une étude individuelle de leur dossier et qu'il faut rappeler une fois encore que la loi marocaine elle-même s'interdit tout type d'expulsion massive. Ensuite parce que tout être humain a droit à une reconnaissance de ses droits fondamentaux, à la vie en premier lieu, mais aussi au respect de son intégrité, de sa dignité... C'est pourquoi nous ne pouvons que dénoncer a priori toute nouvelle tentative de "lâchage" de migrants à la frontière algérienne officiellement fermée, rappelons-le- prélude à des errances à travers le désert ou à de nouvelles expulsions, de la part des autorités algériennes cette fois.
- il faut rappeler également que toute tentative de résoudre la question de l'immigration clandestine en dehors de toute remise à plat des politiques qui ont jusqu'ici poussé ces personnes à fuir leur pays, que ce soit en raison des guerres, de la violence, de l'insécurité ou de la misère, ne peut qu'être vouée à l'échec et se traduire par des violations répétées et toujours plus graves des droits humains.

**2- Les associations qui sont sur place** et tentent d'apporter un soutien concret aux personnes entassées aux abords du campus universitaire tirent la sonnette d'alarme : elles manquent de

moyens pour pouvoir leur apporter nourriture et couvertures en quantités suffisantes, elles manquent de main d'oeuvre pour assurer ces distributions et elles constatent un accroissement quotidien des maladies liées au froid (rappelons que ces personnes restent jour et nuit en plein air et qu'aucun refuge ne leur a été ouvert) , à la sous-nutrition et à la situation d'angoisse dans lesquelles elles vivent.

3- **Nous sommes toujours sans nouvelles** de nombreux expulsés. Que sont-ils devenus? Question angoissante qui reste aujourd'hui sans réponse. Rappelons que les conditions de leur expulsion rendent le gouvernement marocain responsable de leur sort.

Multiplions les protestations, poursuivons la mobilisation pour le retour de tous à leur domicile habituel. Toute personne a droit à un traitement digne et humain. .

Lucile Daumas